Jens Rydström, Kati Mustola (ed.), *Criminally Queer: Homosexuality and Criminal Law in Scandinavia (1842-1999)*

Amsterdam, Aksant, 2007, 312 pp., ISBN 978 90 5260 245 5.

Karim Boukhris

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/1302>
DOI : 10.4000/chs.1302
ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2011
Pagination : 156-157
ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Karim Boukhris, « Jens Rydström, Kati Mustola (ed.), *Criminally Queer: Homosexuality and Criminal Law in Scandinavia (1842-1999)* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 15, n°2 | 2011, mis en ligne le 08 mars 2013, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1302> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1302>

Ce document a été généré automatiquement le 23 mars 2022.

© Droz

Jens Rydström, Kati Mustola (ed.), *Criminally Queer: Homosexuality and Criminal Law in Scandinavia (1842-1999)*

Amsterdam, Aksant, 2007, 312 pp., ISBN 978 90 5260 245 5.

Karim Boukhris

RÉFÉRENCE

Jens Rydström, Kati Mustola (ed.), *Criminally Queer: Homosexuality and Criminal Law in Scandinavia (1842-1999)*, Amsterdam, Aksant, 2007, 312 pp. , ISBN 978 90 5260 245 5.

- 1 Cet ouvrage consiste en une analyse comparative de l'évolution légale de la répression de l'homosexualité en Scandinavie. Pour chacun des sept États retenus (Danemark, Norvège, Islande, Groënland, îles Féroé, Suède et Finlande), le point de départ de l'étude se situe au moment où l'homosexualité n'est plus passible de mort (entre 1842 et 1894 selon les États). C'est un choix judicieux puisqu'il s'agit là d'une étape importante dans le processus de décriminalisation qui s'est achevé avec l'abolition du dernier élément pénal répressif: la limite d'âge plus élevée pour les rapports homosexuels (entre 1972 et 1999).
- 2 Après une très bonne introduction synthétique et un chapitre consacré aux lesbiennes, chaque contribution porte sur un État en particulier et présente en détail sa chronologie propre dans cette évolution. Malgré les disparités constatées¹, il est possible d'en dégager un « modèle avec 5 exceptions »² (p. 36) dont les phases sont marquées par des conceptions de l'homosexualité propres à chaque période.
- 3 Premièrement, durant toute la période d'Ancien Régime, ce sont les considérations morales-religieuses qui prévalent dans la perception des comportements sexuels. Cela s'est logiquement traduit au niveau légal par une condamnation sans équivoque de la

sodomie et, plus généralement, des actes dits « contre-nature ». La baisse progressive des condamnations a abouti, durant la seconde moitié du XIX^e siècle, au remplacement de la peine de mort par des peines de prison. Le cas des Inuits, qui n'étaient pas soumis au droit danois contrairement aux autres habitants du Groënland, pourrait fournir une exception notoire. Il s'agit en effet du seul peuple non chrétien de cette étude et c'est également le seul qui ne prévoyait « pas explicitement de condamnation des actes homosexuels, juste un silence » (p. 162).

- 4 À la fin du XIX^e, début du XX^e siècle, ce sont principalement les conceptions médicales, psychologiques qui influencent les débats sur la législation pénale relative à l'homosexualité. Dans un premier temps, les scientifiques avaient conclu que l'inversion sexuelle était un caractère inné de l'individu. Au début du XX^e siècle, cette opinion pour le moins réductrice a évolué vers une approche plus complexe de l'homosexuel dont l'inclination n'était plus considérée comme une simple caractéristique physiologique. De cette vision est née une législation qui ne punissait plus l'homosexualité en tant que telle mais prévoyait une limite d'âge plus élevée pour les rapports homosexuels. Cette distinction était légitimée par la volonté de préserver la jeunesse des penchants de certains de leurs aînés.
- 5 Enfin, depuis les années 1960-1970, l'homosexualité n'est plus considérée comme un péché, une perversion ou une maladie que la loi doit prévenir. Grâce notamment à l'influence des associations de défense des homosexuels, le législateur s'est intéressé aux conditions de vie des homosexuels (entre autres persécution, chantage, discrimination). Cette attention portée à leur statut social aboutira à une égalité de traitement, du moins en matière criminelle.
- 6 Ce schéma évolutif met une fois encore en évidence l'influence des mentalités sur la pénalité et particulièrement en ce qui concerne les crimes sans victime. Le droit agit ici comme facteur de réification des représentations sociales et représente, selon Jens Rydström, « un moyen toujours fluctuant de décrire la réalité » (p. 251).
- 7 Ainsi, la loi ne peut à elle seule expliquer la recrudescence des poursuites pour homosexualité constatée durant les années 1940 à 1960. Comme l'a très justement remarqué Wilhelm von Rosen à propos du Danemark, cette hausse ne peut pas non plus être imputée à une personne en particulier ; en l'occurrence, l'inspecteur de police de Copenhague, Jens Jersild, qui s'était vu attribué le rôle du « vilain » dans les milieux homophiles (p. 85).
- 8 Cette augmentation des poursuites, tant en valeur absolue que relative (tableaux pp. 24 et 27), est l'expression du regain d'une certaine forme d'hétéronormativité. Cette tendance dépasse largement le cadre scandinave et se retrouve notamment en France où l'homosexualité, légale depuis la Révolution, réapparaît dans le code pénal en 1942 (majorité sexuelle différenciée; article confirmé en 1960) avant d'être totalement légalisée en 1982³.
- 9 Cet ouvrage est complété par une utile annexe présentant les articles de loi qui ont jalonné l'évolution de la décriminalisation de l'homosexualité en Scandinavie. Le lecteur pourra tout à loisir découvrir dans le détail chacune des exceptions du modèle esquissé.

NOTES

1. Voir le tableau synthétique des évolutions législatives (p. 21).
 2. Expression utilisée pour qualifier les différents types d'États-providence scandinaves.
 3. Cf. notamment Daniel Borrillo, *Homosexualités et droit : de la tolérance sociale à la reconnaissance juridique*, Paris, PUF, 1998, pp. 109-115.
-

AUTEURS

KARIM BOUKHRIS

Université de Neuchâtel
karim.boukhris@unine.ch